

Michel Barnier, Ministre français de l'Agriculture a conclu le séminaire sur « l'avenir de la politique agricole et alimentaire européenne » organisé par la CRPM le 23 octobre 2008 à Nantes.

Après avoir remercié la CRPM pour sa capacité de prospective, d'anticipation et de « provocation », le Ministre a exprimé sa satisfaction de voir ce débat lancé suffisamment tôt entre dirigeants professionnels agricoles, élus régionaux et institutions communautaires.

« Car le débat européen sur les grandes politiques européennes prend du temps. Dans cette très grande circonscription politique du monde qui est l'Europe, descendre des débats depuis Bruxelles dans chacune des Régions, vers les organisations professionnelles et puis faire remonter ce débat en temps voulu vers Bruxelles, cela prend environ 3 ans ». 2009 sera une année particulière du fait du renouvellement du Parlement et de la Commission européennes, et « si nous n'ouvrons pas dès maintenant ce débat sur les grandes politiques communautaires, il ne le sera pas avant 2010, et ce ne sera plus un débat politique mais déjà le débat budgétaire. En démocratie le débat politique doit précéder le débat budgétaire. »

Il en va de même pour la politique régionale et de cohésion, pour laquelle Michel Barnier invite la CRPM à se mobiliser également dès aujourd'hui. Car ces deux grandes politiques vont se trouver à nouveau face aux « mêmes adversaires », « qui souhaitent les détricoter au nom de la vision d'une Europe qui ne serait qu'une zone de libre échange. Les mêmes adversaires dans l'élaboration d'un budget européen qui n'est pas pourtant pas si substantiel que cela : 1% du PIB ».

Lors du récent Conseil informel d'Annecy, les 27 Ministres de l'Agriculture ont tous reconnu la nécessité d'une politique agricole commune. « C'est un bon acquis pour ouvrir un débat et pour arriver peut-être même à des conclusions au Conseil des Ministres sur la future PAC, avant la fin 2008, et la Présidence tchèque continuera ce débat. ». En attendant ces grands débats sur la future PAC, afin d'évaluer et d'adapter la PAC actuelle, la Présidence française espère conclure le 19 novembre un accord sur le bilan de santé après avoir beaucoup travaillé avec la Commission et le Parlement. Le Ministre s'est en outre engagé à participer à une discussion avec la CRPM avant cette date.

Michel Barnier a retrouvé dans le projet de déclaration finale du séminaire de Nantes les principes et objectifs qu'il défend lui-même et apprécié la formule « de thérapie territoriale ». Il approuve notamment les propositions de la CRPM relatives la cohésion territoriale. Comme la CRPM, il souhaite « éviter le « déménagement » du territoire et des productions ». « La cohésion du territoire est un pilier essentiel de la croissance européenne, et on peut mettre en cohérence la politique régionale et le travail de chaque Région avec les objectifs de Lisbonne. L'action et le développement de chacune des Régions est essentiel pour la croissance de l'Europe et pour sa compétitivité, et la force et le dynamisme des agriculteurs y contribuent ».

« Pour faire face au tsunami financier actuel notre économie agricole « réelle », forte de 14 millions d'exploitations dans l'UE et générant 1 000 milliards € de chiffre d'affaires, constitue la principale force. Elle est due au travail des agriculteurs et à la politique agricole commune menée depuis 50 ans. Il faut faire attention à cette politique car certaines décisions peuvent aboutir à ce déménagement territorial (par ex. suppression des quotas laitiers) ». C'est pourquoi Michel Barnier souscrit pleinement à la proposition de la CRPM consistant à généraliser les études d'impact territorial en préalable à toute évolution importante de la PAC.

« La politique de cohésion a su innover en terme de gouvernance. Elle a su associer à tous les échelons les différents acteurs et c'est un progrès. » Dans cet esprit, le Ministre se déclare également favorable à une autre proposition de la CRPM visant à organiser, une fois par an, une concertation entre les organisations interrégionales d'un côté, et de l'autre le Parlement, le Conseil et la Commission. Associer les Régions au débat de la PAC est nécessaire.

S'agissant d'une autre revendication des Régions de la CRPM, la régionalisation du 2^e pilier, Michel Barnier ne croit pas cette régionalisation possible pour la France dans la période de programmation actuelle. En revanche, il est « ouvert à préparer dès maintenant l'après 2013 pour aller plus loin pour davantage de décentralisation à la condition de ne pas perdre la cohérence. »

En conclusion, Michel Barnier affirme que « nous devons préserver et bâtir une politique alimentaire et européenne pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain. L'objectif est une souveraineté alimentaire de l'Europe. Mais il y a de nouveaux défis que la PAC doit prendre en compte : celui de la

sécurité sanitaire, celui de la responsabilité écologique et puis il y a la véritable exigence de relever le défi alimentaire à l'échelle mondiale ».